

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 02 au 08 juillet 2026

La coalition gouvernementale a présenté un paquet de 34 réformes visant à relancer durablement la croissance, l'emploi et la compétitivité de l'économie allemande. Cette initiative s'inscrit dans le programme de réformes lancé par le nouveau gouvernement après les chantiers de la santé et des retraites. Le plan prévoit notamment 10 milliards d'euros d'allègements fiscaux à compter du 1er janvier 2027 pour les ménages à revenus faibles et moyens (hausse du seuil d'exonération, des allocations familiales et des abattements fiscaux). Ces mesures seront financées par un relèvement de la fiscalité sur les plus hauts revenus. La coalition a également confirmé son intention d'adopter une réforme des retraites d'ici à la fin de l'année 2026, sur la base des recommandations d'une commission d'experts. Le programme comprend aussi un volet de simplification administrative pour les entreprises et les particuliers, ainsi que des mesures de soutien aux secteurs stratégiques, notamment l'automobile et l'intelligence artificielle, afin de renforcer le potentiel de croissance de l'économie allemande. « Nous voulons remettre le pays sur pied », a déclaré Friedrich Merz en présentant le programme.

Le Canada a choisi le constructeur allemand Thyssenkrupp Marine Systems (TKMS) pour acquérir jusqu'à 12 sous-marins, préférant son offre à celle du sud-coréen Hanwha Ocean en raison de retombées économiques plus favorables pour le Québec. Le contrat est estimé entre 20 et 30 milliards de dollars canadiens, hors coûts de maintenance. TKMS a conclu plusieurs partenariats avec des entreprises québécoises, qui pourraient bénéficier de contrats à long terme grâce à son rôle de principal fournisseur de sous-marins de l'OTAN. Les premiers bâtiments seront livrés à partir de 2034. Plus furtifs et mieux adaptés aux opérations dans l'Arctique, ils renforceront les capacités de surveillance du Canada face à la Russie, même s'ils sont moins armés que les sous-marins proposés par le concurrent sud-coréen. En marge de cette annonce, le Premier ministre canadien Mark Carney et le chancelier allemand Friedrich Merz ont publié une déclaration commune annonçant l'ouverture de négociations en vue d'un accord de partenariat stratégique entre le Canada et l'Allemagne d'ici la fin de l'année.

Le gouvernement allemand envisage de limiter la transmission d'informations classifiées aux gouvernements des Länder dirigés par l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Le ministre de la Défense, Boris Pistorius, estime que les positions prorusses de nombreux responsables du parti soulèvent des risques pour la sécurité nationale et justifient une vigilance accrue dans le partage d'informations sensibles. Cette réflexion intervient alors que l'AfD est en position de remporter les élections régionales de septembre en Saxe-Anhalt et pourrait, pour la première fois, diriger un gouvernement régional. Dans le système fédéral allemand, les gouvernements des Länder disposent de larges compétences dans de nombreux domaines, notamment concernant les activités de la police et des services de renseignement.

Le gouvernement allemand prévoit de consacrer 109,7 milliards d'euros, soit 20 % du budget fédéral, à la défense en 2027. Cette hausse spectaculaire s'inscrit dans une trajectoire qui porterait les dépenses militaires à 183,7 milliards d'euros en 2030, afin d'atteindre l'objectif de 5 % du PIB fixé dans le cadre de l'OTAN. Le ministre

des Finances, Lars Klingbeil, justifie cet effort par la nécessité de combler les lacunes capacitaires de la Bundeswehr après des décennies de sous-investissement, face à la menace russe. Le chancelier Friedrich Merz présente ce plan comme un tournant historique destiné à doubler le budget de la défense en quatre ans et à renforcer durablement les capacités militaires allemandes.

Selon des projections du ministère allemand des Finances révélées par le *Financial Times*, l'Allemagne prévoit d'emprunter 838 milliards d'euros entre 2027 et 2030 afin de financer le réarmement de la Bundeswehr et la modernisation de ses infrastructures. Le gouvernement de prévoit d'emprunter plus de 200 milliards d'euros dès 2027. Les dépenses de défense atteindraient 109 milliards d'euros en 2027 puis 183,6 milliards en 2030, auxquelles s'ajouteraient 11,6 milliards d'euros d'aide militaire à l'Ukraine en 2027.

Selon une étude du DIW (Institut allemand de recherche économique), l'Allemagne pourrait tirer profit du projet américain d'imposer, à partir de novembre, des taxes portuaires sur les navires construits en Chine. Les exportations allemandes vers les États-Unis pourraient ainsi augmenter d'environ 2 %, les armateurs allemands étant moins dépendants des navires de construction chinoise que plusieurs de leurs concurrents. Le DIW estime toutefois que cette mesure pénaliserait avant tout l'économie américaine, en renchérissant les coûts des entreprises et en réduisant les importations (-0,2 %) comme les exportations (-0,3 %) des États-Unis. Au sein de l'Union européenne, la Finlande, le Danemark et la Pologne seraient les pays les plus affectés.

Le 2 juillet 2026, le groupe allemand Infineon a inauguré à Dresde une nouvelle usine de semi-conducteurs, construite avec trois mois d'avance. Représentant un investissement de 5 milliards d'euros, dont 1 milliard financé par l'Union européenne, ce projet s'inscrit dans le Chips Act européen, destiné à renforcer la souveraineté technologique de l'Europe. L'usine produira des puces de gestion de l'énergie pour les véhicules électriques, les énergies renouvelables et les centres de données liés à l'intelligence artificielle. Elle créera 1 000 emplois et renforce le pôle de « Silicon Saxony », où est déjà fabriquée une puce européenne sur trois. Pour le chancelier Friedrich Merz et le président d'Infineon Jochen Hanebeck, cette usine constitue une étape clé pour réduire la dépendance européenne envers l'Asie et les États-Unis dans le secteur des semi-conducteurs.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le 4 juillet 2026, près de **20 000 personnes ont manifesté à Erfurt (Thuringe) pour protester contre le congrès annuel de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD)**. Les manifestants ont tenté de bloquer l'accès au centre des congrès pour empêcher la tenue de l'événement, mais les délégués du parti ont finalement pu s'y rendre et le congrès s'est ouvert comme prévu, sous haute protection policière. À l'ordre du jour figurait la réélection des coprésidents Alice Weidel et Tino Chrupalla, à la tête d'un parti anti-immigration et prorusse qui poursuit sa progression dans les sondages. Les opposants à l'AfD dénoncent un parti qu'ils jugent antidémocratique et contraire aux valeurs issues du travail de mémoire sur le passé nazi de l'Allemagne. De son côté, la direction de l'AfD accuse les partis traditionnels d'organiser la contestation et se présente comme la cible de l'establishment politique.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

288

3	8	4	7
0	2	6	5
5	3	1	2
7	4	9	6
9	8	2	0

Selon une étude de la plateforme de recrutement Indeed, l'Allemagne est le premier pays européen pour la création de nouveaux métiers liés à l'intelligence artificielle (IA), avec **288** nouvelles appellations de postes entre 2022 et 2026, devant le Royaume-Uni (160) et la France (138). Près des deux tiers de ces emplois se situent en dehors du secteur technologique, signe que l'IA s'impose désormais dans l'ensemble des secteurs d'activité. Si le développement logiciel reste le principal vivier, la croissance est particulièrement forte dans le management, le marketing, les ressources humaines, les services et le droit. L'étude souligne également que ces compétences sont fortement valorisées : selon le baromètre de PwC cité dans l'article, les postes exigeant des compétences en IA offrent en moyenne 56 % de rémunération supplémentaire par rapport à des fonctions comparables sans exigences en IA.